MEDIAPART

QUATRE VISAGES D'UNE CHINE EN MUTATION (5/5)

Xi Jinping, le prince rouge de la renaissance

À l'automne, le numéro un chinois rempilera pour un troisième mandat à la tête du Parti communiste chinois. Une première depuis près de 30 ans. À 69 ans, Xi est tout-puissant mais les défis à venir sont vertigineux.

François Bougon

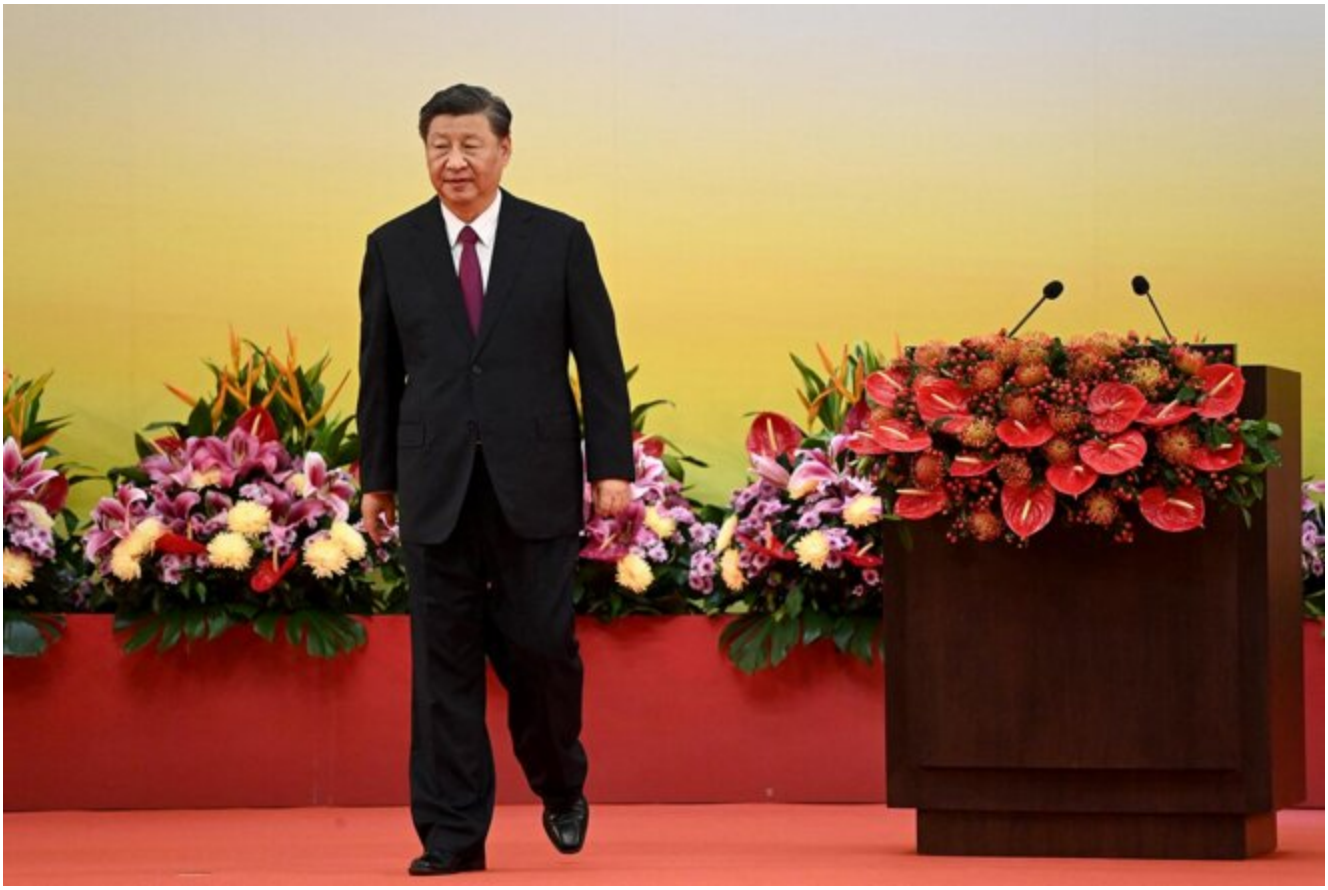
31 août 2022 à 09h46

Cet automne, Xi Jinping s'inscrira un peu plus dans les pas de Mao Zedong, s'écartant d'autant du modèle de pouvoir collectif mis en place par Deng Xiaoping au début des années 1980 pour éviter un retour néfaste du culte de la personnalité.

À l'occasion du XXe congrès du Parti communiste chinois (PCC) – qui se tiendra à partir du 16 octobre à Pékin, ont annoncé mardi les médias officiels –, le numéro un chinois confortera en effet encore plus son pouvoir en étant désigné pour la troisième fois à la tête du Parti. Une première depuis près de 30 ans.

Depuis 1993, si le plus haut dirigeant chinois cumulait deux postes importants – secrétaire général du PCC et président de la République populaire de Chine –, il était cependant astreint à quitter le pouvoir au bout de dix ans en raison de l'impossibilité, prévue par l'article 79 de la Constitution de 1982, d'un troisième mandat présidentiel. Xi a fait abolir cette restriction en 2018, ouvrant la voie à une poursuite de son règne.

Xi Jinping, tout-puissant, ne cesse de le répéter : les responsables de la deuxième économie mondiale, grande rivale des États-Unis, doivent raconter une « belle » histoire chinoise. Il leur faut transmettre un récit qui permettra au Parti communiste d'affirmer sa légitimité à l'intérieur des frontières du pays mais aussi de lutter à l'extérieur contre les idées démocratiques susceptibles de la saper.



Xi Jinping lors de la cérémonie d'investiture du nouveau gouvernement de Hong Kong, le 1er juillet 2022. © Photo Sélim Chtayti / Pool / AFP

C'est ce qu'il a expliqué dans un long discours devant le XIXe congrès du Parti de l'automne 2017. Il s'est imposé en cinq ans comme le nouvel homme fort d'une puissance qui s'affirme face aux Occidentaux, une nation asiatique fière de sa civilisation millénaire et forte de son armée. *« Nous améliorerons notre capacité à nous engager dans la communication internationale afin de bien raconter les histoires de la Chine, d'offrir une vision réelle, multidimensionnelle et panoramique de la Chine, et de renforcer le* soft power *culturel de notre pays »*, dit-il, sous les ors de la grande salle du palais du Peuple à Pékin.

Tout en posant les bases d'une narration qui tourne autour de sa personnalité – renforçant donc les comparaisons avec le culte de la personnalité de Mao Zedong –, il annonce une « nouvelle ère » de l'histoire de son pays, sous l'égide du Parti communiste. Un parti qui a hérité de la mission de laver l'affront infligé par les empires coloniaux, occidentaux et japonais, aux XIXe et XXe siècles, et de placer la Chine au premier rang mondial en 2049, pour les cent ans de la fondation de la République populaire de Chine. *« C'est*, souligne-t-il, *un nouveau tournant historique dans le développement de la Chine. »*

Quelle est cette nouvelle ère, dont Xi Jinping pose les bases dans son discours ? Elle revient à dire : Mao Zedong a permis à la Chine de se lever après cent ans d'humiliation ; Deng Xiaoping lui a ouvert la voie du développement et de l'enrichissement, à partir de la fin des années 1970 ; Xi Jinping lui redonne sa puissance, en particulier sur la scène internationale.

Noblesse du Parti

Pour Xi, le Parti est avant tout une histoire de famille, à la fois par son père, Xi Zhongxun, et sa mère, Qi Xin, tous deux révolutionnaires de la première heure. Après la victoire des communistes en 1949, le premier a été vice-

premier ministre avant d'être victime d'une purge en 1962, accusé de diriger une clique anti-Mao. Il sera réhabilité par Deng à la fin des années 1970 et envoyé dans le sud du pays pour mener la modernisation de la province de Guangdong.

Si ses prédécesseurs, Jiang Zemin et Hu Jintao, étaient des « roturiers », Xi appartient à ceux que l'on surnomme les « princes rouges », la noblesse du Parti. *« Xi Jinping considère que le Parti appartient à ses parents*, affirme Cai Xia, ancienne professeure de l'École du Parti, aujourd'hui exilée aux États-Unis. *Il pense que tout lui appartient. Il existe une sorte de mépris chez lui envers ceux qui sont en bas, donc cela va déterminer sa manière de diriger. Quand il manifeste son mécontentement envers quelqu'un, il va le faire de manière autoritaire et menaçante. Il peut avoir recours aussi à des méthodes peu civilisées pour régler des problèmes. Tout est bon pour pouvoir atteindre son objectif, quel qu'en soit le prix. »*

Dans les années 1980, certains intellectuels – comme l'universitaire Wang Huning, aujourd'hui membre du Comité permanent du Bureau politique, le cœur du pouvoir – plaidaient pour un homme fort à la tête du pays, seul susceptible, selon eux, de mener la transition politique et économique de la Chine en raison des défis colossaux qui se dressaient devant lui. Quarante ans plus tard, leurs rêves sont réalisés grâce à Xi Jinping.

Au nom de la stabilité politique

En même temps qu'il abolissait en 2018 la limitation des mandats présidentiels, Xi lançait une grande réforme pour placer le Parti au centre du système de gouvernance, fusionnant nombre d'administrations publiques dans des organisations du PCC : on assiste à la naissance d'un Parti-État, unifié, centralisé, censé être beaucoup plus efficace et moins corrompu.

Bref, le Parti est partout. Comme l'explique la phrase intégrée dans la Constitution du PCC en 2017 : *« Le Parti, le gouvernement, l'armée, la société et l'éducation, l'Est et l'Ouest, le Sud et le Nord, le Parti dirige tout. »*

Aucun espace ne lui échappe. Au nom de la stabilité politique, un système extrêmement hiérarchisé et centralisé est établi, avec Xi Jinping en « dirigeant central ». Le Parti contrôle la Chine et Xi Jinping contrôle le Parti. Il se voit attribuer le titre de « *lingxiu* » – un terme des plus révérencieux pour désigner un dirigeant –, qui jusqu'à présent n'avait été utilisé que pour Mao et son éphémère successeur Hua Guofeng, écarté du pouvoir par Deng Xiaoping en 1978.

Une propriétaire de magasin affiche des calendriers aux effigies de Xi Jinping et Mao Zedong à Gaobeidian, dans la province du Hebei, le 25 décembre 2017.
© Photo Bei piao / Imaginechina via AFP

Dans ce processus de contrôle total, l'appareil de sécurité est également mobilisé et transformé : trois agences étatiques sont rassemblées au sein de la Commission nationale de surveillance. Cette dernière est chargée avec la Commission de discipline du Parti de la lutte anticorruption, toutes les deux formant une superagence chargée de cette mission primordiale. En effet, Xi Jinping n'a cessé de dire qu'il s'agissait là d'une menace existentielle pour le PCC.

La consécration est totale pour Xi, dont la « pensée » a été inscrite dans la Constitution du PCC en 2017. Seulement cinq ans après son arrivée au pouvoir, Xi Jinping se hisse à la hauteur des premiers grands révolutionnaires, Mao Zedong et Deng Xiaoping. Fin 2018, Wang Huning préside un tout nouveau comité (« petit groupe directeur » dans la terminologie communiste) dont l'intitulé est : « Ne pas oublier l'intention originelle ». Elle a notamment pour mission de diffuser la « pensée Xi Jinping » auprès des cadres, depuis le sommet jusqu'à la base.

L'histoire mise au pas

Car, pour Xi, l'idéologie est reine. Si Deng avait pu relancer le socialisme à la chinoise grâce au capitalisme, Xi remet au goût du jour le marxisme et les « *valeurs socialistes* ». L'historien canadien Timothy Cheek établit une comparaison avec la Contre-Réforme : il est en effet, là aussi, question de foi, de mission ; et si l'Église catholique disposait au XVIe siècle face à la réforme protestante du bras armé impitoyable de l'Inquisition, le Parti peut compter sur une Commission de discipline renforcée.

Le numéro un chinois a aussi fait passer en novembre 2021 une résolution qui lui permet d'imposer sa vision de l'histoire. Le numéro un chinois continue ainsi de réécrire le passé, pour mieux asseoir son pouvoir et préparer

l'avenir. Avant Xi, là encore seuls Mao et Deng étaient à l'origine de tels textes, en 1945 et 1981. Telles des encycliques pour l'Église catholique, ces réécritures historiques permettent au Parti d'expliquer à ses millions de membres ce qu'il convient de penser en définissant l'identité de la formation politique à des moments cruciaux. Et à leurs initiateurs de s'imposer.

Pour Xi Jinping, il s'agit moins de régler les comptes du passé – il n'est absolument pas question par exemple de la répression sanglante du mouvement démocratique de Tiananmen en juin 1989 ni des tragédies du Grand Bond en avant ou de la Révolution culturelle – que de doter le PCC d'une nouvelle identité : celle qu'il met en œuvre dans le cadre d'une formation politique marxiste-léniniste bien résolue à se maintenir au pouvoir.

Il s'agit avant tout de montrer que non seulement le PCC a eu pour mission d'effacer les humiliations coloniales et de sortir la Chine de son arriération, ce qui était déjà abordé dans les deux précédentes résolutions, mais aussi, souligne le résumé publié à l'issue du plénum, que « *la lutte centenaire du Parti et du peuple a écrit la plus magnifique épopée de l'histoire de la nation chinoise depuis des milliers d'années* ».

Ce récit s'impose aux historiens et ne doit souffrir aucune remise en cause. Le régime a donc criminalisé toute critique des héros et martyrs de la République populaire. Les juges font désormais en sorte que personne ne bronche.

Des visiteurs au musée du Parti communiste chinois, à Shanghai, le 22 juin 2021. © Photo Hector Retamal / AFP

Le récit national que Xi Jinping impose s'inscrit dans la tradition impériale chinoise de l'« histoire officielle » (« *zhengshi* »), qui permettait notamment à une nouvelle dynastie de justifier sa légitimité face à celle qu'elle venait de remplacer. Et Xi est le nouvel empereur de cette dynastie marxiste-léniniste. Prêt à être adoubé au XXe congrès.

C'est le sens d'un long texte d'un des professeurs de droit de l'université de Pékin, Jiang Shigong, publié en janvier

2018 et intitulé *« Philosophie et Histoire. Interpréter l'"ère Xi Jinping" à partir du rapport du XIXe congrès du Parti »* (une traduction est disponible en anglais sur le site de l'historien canadien David Ownby).

Pour Jiang Shigong, Xi a su, à un moment de crise historique, trouver la voie politique pour la Chine à la fois sur le terrain des idées (la philosophie) mais aussi sur le plan de la pratique politique (l'histoire). Il a permis au marxisme de survivre et de résister en lui insufflant la sagesse de la pensée traditionnelle chinoise, en particulier le confucianisme, affirme-t-il. *« Cette réaction dans un moment de crise a sauvé le Parti et l'État, ainsi que le socialisme aux caractéristiques chinoises »*, assène-t-il, jugeant que Xi Jinping a indéniablement *« un "pouvoir charismatique" spécial »*.

Comme le souligne l'historien canadien Timothy Cheek, le grand succès du Parti communiste est d'avoir réussi à *« assimiler la nation au Parti et de faire en sorte que la plupart des gens croient que, même avec ses défauts, il n'y a pas d'alternative au Parti pour s'occuper des intérêts nationaux de la Chine »*. Et cette expérience, si l'on en croit Jiang Shigong, est un modèle concurrent de celui des démocraties libérales occidentales pour les autres nations en développement.

« Capitalisme de la terreur »

Cependant, la « nouvelle ère » de Xi Jinping est surtout un projet ethno-nationaliste centré autour de l'ethnie han. Il se réalise au détriment des autres composantes de la nation chinoise, telles que les Ouïghours, les Tibétains et les Mongols. Au Xinjiang, où vivent des ethnies musulmanes, parmi lesquelles les Ouïghours, de nombreuses victimes, témoins, ONG, journalistes, ont détaillé ces dernières années l'implacable répression mise en place. L'instauration de ce *« capitalisme de la terreur »* dont parle l'anthropologue Darren Byler dans *Terror Capitalism* (Duke University Press, 2022), où la religion et la culture des populations musulmanes sont criminalisées, et où des secteurs comme la haute technologie et le textile en ont profité pour mener des affaires et décrocher des contrats lucratifs.

Mais les condamnations internationales et la reconnaissance d'un génocide au Xinjiang par plusieurs pays occidentaux, dont les États-Unis, ne semblent pas perturber Xi Jinping. Récemment, il s'est rendu successivement à Hong Kong, fin juin, et au Xinjiang mi-juillet, deux régions qui ont eu à subir le tour de vis de sa politique autoritaire.

À chaque fois, au nom de la sacro-sainte stabilité, il en profite pour vanter sa politique qui a permis de rétablir l'ordre à la périphérie de la Chine, du sud au nord-ouest. Dans ce contexte de durcissement, un nouveau discours semble émerger sur l'identité nationale chinoise : l'héritage maoïste de la Chine pluri-ethnique est quelque peu remisé, l'accent étant mis sur l'assimilation et l'unité de la nation chinoise.

Pour Xi Jinping, 2022 est sans conteste une année particulière. Depuis dix ans, il a consolidé sa position, non seulement au sein du Parti, mais aussi de l'armée et des forces de sécurité, en éliminant ses rivaux et en plaçant des affidés, issus pour beaucoup des secteurs de l'armement ou de l'aérospatial. Et le culte de la personnalité bat son plein, la pensée Xi Jinping étant appliquée dans tous les domaines, de l'économie à la politique étrangère.

> Xi doit engager son pays dans une profonde réforme en le faisant passer d'une économie de production à une économie de consommation.

Mais les images d'adulation retransmises régulièrement par les médias officiels ne doivent cependant pas tromper.

Les défis qui attendent Xi Jinping, à la fois sur les plans intérieur et extérieur, ne seront pas un tapis de roses. Le chaos provoqué au printemps 2022 par la politique « zéro Covid » à Shanghai et le mécontentement de la population qui s'ensuivit – des concerts de casseroles ont été organisés pour protester – sont un avant-goût des difficultés qui l'attendent.

Sur le plan intérieur, la volonté de poursuivre une politique « zéro Covid » est en effet de plus en plus contestée. Plus largement, Xi doit engager encore plus son pays dans une profonde réforme en le faisant passer d'une économie de production à une économie de consommation. Tout en ralentissant la croissance et en s'engageant dans la lutte contre le dérèglement climatique. Ce qui, souligne le spécialiste de la Chine Damien Ma, directeur du centre de recherche MacroPolo, *« sera politiquement difficile et une recette pour fomenter les oppositions »*.

D'où le recours, argue-t-il, au concept de *« prospérité commune »* qui doit se traduire par moins d'inégalités et plus de redistribution. L'objectif, affirmé en novembre 2020, de doubler la taille de l'économie d'ici à 2035 *« s'accompagnera d'un changement socioéconomique qui sera probablement douloureux, en particulier pour les membres de la classe politique qui ont également profité du modèle dominant »*, écrit Damian Ma.

Sur le plan extérieur, la Chine, qui ressemble depuis le début de la pandémie à une forteresse assiégée en raison de la fermeture de ses frontières, subit des pressions de toute part depuis l'invasion russe en Ukraine le 24 février 2022. Washington l'a mise en garde sur les conséquences éventuelles de tout soutien militaire. Mais Pékin ne lâche pas son allié russe, tout en essayant de ne pas irriter les Européens. Une tâche compliquée.

Et la récente et nébuleuse *« initiative de sécurité globale »* proposée par Xi Jinping au Forum de Boao pour l'Asie – rejetant la mentalité de la guerre froide et appelant à une sécurité *« commune, globale, coopérative et durable »* – a fait un flop, car les antagonismes s'exacerbent. Sans compter les tensions de plus en plus vives sur Taïwan, on l'a vu après la visite cet été de Nancy Pelosi. Pour Xi Jinping le XXe congrès du Parti communiste chinois est certes celui de la consécration suprême, dans les pas de Mao. Mais à 69 ans, le plus dur commence.

François Bougon

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Stéphane Alliès et Carine Fouteau

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

RCS Paris 500 631 932.

Numéro de CPPAP : 1224Y90071

N° ISSN : 2100-0735

Conseil d'administration : Fabrice Arfi, Jean-René Boisdron, Carine Fouteau, Edwy Plenel, Sébastien Sassolas, James Sicard, Marie-Hélène Smiéjan.

Actionnaires directs et indirects : Société pour l'Indépendance de Mediapart, Fonds pour une Presse Libre, Association pour le droit de savoir

Rédaction et administration : 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Propriétaire, éditeur, imprimeur : Société Editrice de Mediapart

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonnés de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 11 place Charles de Gaulle 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.